

• (1905)

Elle s'inquiétait aussi du manque d'engagement de la part du gouvernement en matière d'alphabétisation. Je parle bien sûr des 110 millions de dollars dont l'affectation a été annoncée si souvent que les gens vont finir par croire, comme le souhaiterait le gouvernement, qu'il s'agit de nouveaux fonds. En fait, 110 millions de dollars sur une période de cinq ans, c'est 22 millions de dollars par année que doivent se partager les quelque cinq millions d'illettrés fonctionnels qu'on trouve au Canada, ce qui revient annuellement à 4,50 \$ par élève.

Les membres de la Fédération étaient furieux que les critères d'aide aux étudiants n'aient pas changé depuis 1984 et que les étudiants doivent payer aujourd'hui beaucoup plus cher pour s'instruire. Leurs parents paient plus cher, et leurs gardiens aussi. En fait, les frais de scolarité sont devenus exorbitants et la dette étudiante est énorme. Les étudiants se demandent bien comment ils vont faire pour arriver à terminer leurs études.

Comme si cela ne suffisait pas, l'ajout récent de frais d'administration de 3 p. 100 a achevé de les ruiner parce qu'ils touchent ceux qui ont le plus besoin d'argent. Tant et si bien qu'aujourd'hui, non seulement l'étudiant pauvre doit-il emprunter pour payer ses études, mais il se voit imposer en plus une amende de 3 p. 100.

Ces étudiants savent parfaitement que pareilles taxes cachées sont imposées par le gouvernement. Qu'il suffise de mentionner la taxe sur les produits et services, qui nuira à l'éducation des jeunes Canadiens tant au niveau postsecondaire qu'à l'élémentaire et au secondaire. L'annulation des subventions pour frais de poste à l'égard des publications savantes et hautement spécialisées les a aussi irrités.

Si vous vous souvenez bien, monsieur le Président, j'ai posé les questions suivantes au ministre responsable le 9 novembre dernier. Qu'est-ce que le gouvernement compte faire pour régler ces problèmes? Que fera-t-il pour protéger notre qualité de vie? Que fera-t-il pour accroître notre compétitivité face aux États-Unis, au Japon, à l'Europe, c'est-à-dire nos principaux concurrents? Que fera-t-il pour que le Canada soit un pays de meneurs plutôt qu'un pays de suiveurs?

Les réductions que le gouvernement a commencé à effectuer dans les paiements de transfert et dans d'autres secteurs de l'éducation auront des répercussions néfastes sur les provinces les plus petites et les plus pauvres. Permettez-moi d'expliquer en quelques mots pourquoi il en sera ainsi. Le paiement de transfert est en fait une subvention versée aux provinces. Les petites provinces

L'ajournement

pauvres auront beaucoup de mal à entretenir l'infrastructure en place en matière de soins de santé, d'éducation et d'autres services.

En fait, j'ai presque terminé une tournée du Canada au cours de laquelle je m'entretiens avec des représentants des systèmes universitaire, collégial et scolaire, des parents et des étudiants. On m'a signalé récemment la situation critique dans laquelle se trouvent l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve. Dans ces provinces, les programmes de l'enseignement élémentaire et secondaire commencent à pâtir parce que les gouvernements de ces petites provinces pauvres ont effectué de terribles saignées dans leurs ressources pour essayer de maintenir leurs services.

Cela fait frémir lorsqu'on songe que le Canada est un pays qui s'était engagé au partage des ressources de sorte que tous ses citoyens, hommes, femmes et enfants, aient accès aux choses essentielles que sont les soins de santé, l'enseignement et les services connexes.

Au cours de cette tournée du pays, j'ai aussi pu m'entretenir avec des responsables de l'enseignement de la langue minoritaire, soit le français à l'extérieur du Québec et l'anglais au Québec. Ils craignent le contrecoup des réductions et compressions sur leurs services.

Je me suis entretenu avec des responsables de l'enseignement aux autochtones ou aux indigènes. Ils sont furieux du plafonnement des fonds destinés à l'éducation, d'autant plus que les autochtones sont aujourd'hui de plus en plus nombreux à vouloir bénéficier des possibilités d'études postsecondaires.

J'ai parlé à des Néo-Canadiens qui se disent aussi contrariés. En fait, certains étaient franchement mécontents qu'on ait supprimé des programmes d'enseignement de l'anglais et du français.

Le gouvernement va répliquer qu'il a investi 240 millions de dollars dans les centres d'excellence. Mais il faut considérer cela en regard du repli total imposant du gouvernement fédéral. Celui-ci a réduit son aide à l'enseignement postsecondaire de milliards de dollars—pas de millions mais bien de milliards de dollars. Deux cent quarante millions de dollars, cela peut sembler beaucoup, mais comparativement à ce qui a été supprimé, c'est évidemment peu.

• (1910)

En ce qui concerne les centres d'excellence, il est alarmant de constater que pas une seule étude n'a été entreprise dans le domaine des sciences sociales et des humanités. On aurait pu penser qu'à une époque comme la nôtre, dans un pays comme le nôtre où la société devient de plus en plus exigeante et la haute technologie